

le libertaire

ORGANE BI-MENSUEL DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAUREC. C. Postal : Louis HAAS, n° 3585-80
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)

TRAVAILLEURS A L'ACTION ! DÉBLOQUONS LES SALAIRES

Il n'y a qu'un seul problème !

LA SITUATION politique devient chaque jour plus précise et plus grave, pour autant que les crises que traversent plusieurs points du monde, simultanément, se trouvent dépendantes les unes des autres dans un seul et immense problème.

D'un côté, il y a des hommes ; de l'autre les forces multiples d'une seule puissance, qui trouve ses exécutants aussi bien sur le plan des préoccupations terre à terre que dans le domaine des combinaisons diplomatiques.

ETAT, CAPITALISME, IMPÉRIALISME, partout étroitement unis, acharnés à se maintenir, à s'accrocher par tous les moyens dans la faillite de leur système !

C'est ainsi qu'à travers le désordre — en apparence inextricable — de notre situation intérieure, on peut relever cette suite lamentable de contradictions, d'incertitudes, de volte-face qui sont les remous profonds d'une foule d'autres courants semblables, qui agissent ailleurs, sur le plan international, et dont le sort de tous les hommes dépend en définitive.

On sait dans quel état de Gaulle et toute sa clique ont abandonné dans les bras du trio inséparable le problème de nos conditions de vie !

On se trouve actuellement avec un Philip, aux finances, qui prend les mêmes habitudes de la misère et qui recommence pour le tour de vis, en nous disant que c'est un plan nouveau et, qu'avec des privations et du travail, on en sortira !

Mais voilà qu'un jour, en plein débat sur les fonctionnaires à la Constituante, le trouble-fête Gouin, au milieu d'une question d'ordre strictement intérieur, lance un appel financier aux Etats-Unis et va jusqu'à déclarer :

« Certes, la France pourrait se relever seule, mais son relèvement serait lent. Il ne se ferait qu'au prix de nouveaux

et cruels sacrifices. Le dommage qui en résulterait n'atteindrait pas que nous : il affecterait aussi les peuples dont le destin est lié au nôtre... »

Et nous apprenons par l'Agence P.F.A. que, si le silence de Washington persiste, on craint soudain que la situation ne devienne insoluble et que le gouvernement, ne pouvant obtenir des crédits de l'Amérique, se démette totalement ou passe immédiatement aux élections.

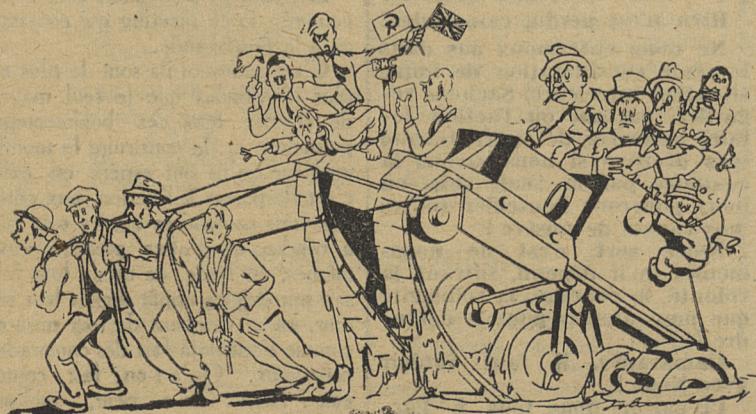
Qui ne voit là le jeu inévitable d'un système, où la seule autorité de quelques gros intégristes d'expansion économique mène la danse des fantoches de l'Assemblée Souveraine du Peuple ?

Qui ne voit là, devant l'impassé tragique où se trouvent engagés les Etats-Unis, condamnés à exporter leur sur-production de matériel, mais ne désirant nullement renflouer les finances d'un client qui acheterait alors ce matériel où il le voudrait et remettait sur pied sa propre production, cessant d'être ainsi un marché d'écoulement et... un prétexte à une présence indispensable, dans un espace de l'Europe qui sera, demain peut-être, une base stratégique incomparable dans la guerre inéluctable qu'il faudra mener contre cet autre colosse de la production : l'U.R.S.S... qui ne voit là les raisons profondes de l'ajournement provisoire du départ de la mission Léon Blum à Washington, — après un bataille énorme — les implorations d'un Gouin et d'un Philip, ballottés comme des pantins dans le jeu des forces qui se disputent le monde ?

Nous traversons un état de crise, de transition, parce qu'il est impossible que l'équilibre des puissances impérialistes du Capitalisme mondial se réalise, prisonnières qu'elles sont des moyens gigantesques qu'elles

SUITE EN 2^e PAGE le libertaire

ON S'ENGUEULE A L'ON.U.



...mais on sera d'accord pour faire crever les travailleurs.
(Extrait de « Freedom Press », éditée par les camarades anarchistes anglais.)

LES MANŒUVRES "CIVILISÉES"

LES PEUPLES COLONIAUX SONT DES COBAYES

MANOUILSKI, délégué de l'Ukraine à l'ON.U., a lancé une pointe offensive contre l'Angleterre au sujet de l'Indonésie. Cette attaque, qui n'est qu'une partie du Plan de l'U.R.S.S., est de nature à mettre en branle toutes les puissances colonisatrices ; or, l'avantage de l'U.R.S.S. est de ne pas être de celles-ci. Toute la réaction condamne l'intervention russe, certains même n'hésitent pas à déclarer que la question n'est pas du ressort de l'ON.U. et qu'au surplus la question n'intéresse pas tout le monde, mais particulièrement les Etats en cause, c'est-à-dire le colonisateur et le colonisé.

La base de ces affirmations provient de ce que la chartre de San Francisco, visant les pays non autonomes, ne condamnait pas explicitement le système colonial dans son ensemble, mais prévoyait un régime de tutelle pour les territoires sous mandat (formule employée par la Société des Nations à la fin de la guerre 14-18). La tutelle s'étendait également aux territoires enlevés à l'ennemi au cours de la présente guerre et enfin aux Etats que les nations colonisatrices ou mandataires placeront bénévolement sous le régime de tutelle. Le régime de tutelle prévoit l'autonomie complète dès que la maturité politique des pays placés sous ce régime sera suffisante pour qu'ils puissent se gérer eux-mêmes.

Ceci amène des réflexions : d'abord le système des mandats de 1914-18 avait pour but d'empêcher les Etats vainqueurs d'accroître leur empire colonial. N'oublions pas qu'à cette époque deux grandes nations colonisatrices se trouvaient en concurrence : l'Angleterre et la France. La même inquiétude se faisait jour au règlement de la guerre 1939-45, seuls les Etats colonisateurs en présence changeaient (Angleterre, Hollande, Etats-Unis) ; éventuellement l'U.R.S.S. aurait pu revendiquer, si la guerre avec le Japon ne s'était pas terminée aussi rapidement.

Le système n'est donc pas profondément à l'avantage des pays colonisés, mais est surtout un système de protection et de limitation des impérialismes existant et d'exclusion d'impérialisme en puissance ; les nations nanties restant sur leurs positions.

Le délégué hollandais van Kleefens s'est donc servi de la procédure, appuyé par M. Bevin, pour invoquer l'article 2 du paragraphe 7 de la charte, afin de faire repousser la demande de l'U.R.S.S. visant à l'envoi d'une commission d'enquête émanant de l'ON.U. en Indonésie ; l'article en question précise « qu'aucune disposition n'autorise les Nations Unies à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un

LIRE LA SUITE EN 2^e PAGE

TANDIS QUE PARIS CRÈVE DE FAIM

La Villette regorge de viande fraîche

Toute littérature serait vaine, concernant le ravitaillement : les changements successifs quels qu'ils soient ne conduisent qu'à une diminution progressive mais certaine des « rations » individuelles.

C'est ainsi que sans oublier, d'une part, la cause profonde du mal qui reste inhérente au régime capitaliste du profit et qui ne peut disparaître qu'avec le régime lui-même et, d'autre part, sans prendre parti pour les bouchers détaillants en particulier plutôt que pour les grossistes ou le ravitaillement général — ils constituent, tous tant qu'ils sont, les rouages actifs d'une société de la misère organisée — nous livrons à ceux qui ne se gavent pas dans les restaurants chics où on se lout de la faim des autres, ces quelques faits pris sur le vif à la Villette.

Paris est condamné à ne consommer que de la viande frigorifiée. C'est, pensera-t-on aussitôt, parce que la viande fraîche fait défaut. Eh bien, allons aux abattoirs, et nous verrons !

AUX ABATTOIRS

Si l'on veut se renseigner et connaître ce que pensent les bouchers, nul autre lieu ne se prête aussi bien qu'une enquête complète. On parle, c'est vrai, mais pour conclure, on vous ouvre les échaudoirs en vous disant : « Voilà les preuves ».

Ils sont là cinq ou six bouchers qui discutent à propos de quoi ? De leur gain insuffisant comme on le croit généralement ? Pas du tout.

— Voulez-vous savoir pourquoi vous n'avez pas de viande ? Alors, regardez ces notes, ces paperasseries !

Et sur une porte en bois, nous apercevons en effet une multitude de papiers, munis de nombreux cachets où « défense » et « sanctions » reviennent comme un leit-motiv. Le tout émane du Ravitaillement général.

— Si vous ne savez pas à quoi cela sert, je vais vous le dire : tandis que des bêtes de première qualité ont été abattues par nous tous hier, ces papiers nous donnent l'ordre de les garder. D'autres bouchers sont venus dans

le petit groupe. Chacun approuve hautement.

— Que l'on nous donne la liberté de vendre, et à vous d'acheter, et tout ira comme en 1939. Nous nous faisons forts d'approvisionner Paris, sans restriction. Que l'on nous supprime le Ravitaillement général fauteur de troubles. Que l'on fasse disparaître tous ceux dans le genre de celui qui vient vers nous.

Je lève la tête : « celui » qui vient est un contrôleur du service incriminé. Il y en a, paraît-il, bientôt plus que de bouchers, mais celui-ci se trouve être indigné de ce qui se passe, ce qui fait que nous revoilà en confiance.

**LES RATS MANGENT LA VIANDE FRAÎCHE...
MAIS VOUS AUREZ LE FRIGO**

— Moi, dit l'un des plus vieux bouchers de l'endroit, j'ai « fait » hier 17 bêtes. Elles devront faire partie, par ordre, des 110 tonnes de viande première qualité destinées à la « fabrication ». La fabrication ? Ce sont les conserves. Voilà comment

LIRE LA SUITE EN 3^e PAGE

IL FAUT LIBÉRER les anarchistes de Nontron !

Des milliers de dossiers jonchent les bureaux du ministère de la Guerre à la Direction de la Justice militaire !

Les collaborateurs nazis, les miliciens de la L.V.F. bénéficient de remises de peine portant souvent sur la totalité de la condamnation !

Mais que fait-on pour les objecteurs de conscience, les anarchistes condamnés sous Vichy ?

Il en est qui sont emprisonnés depuis 1939, pour le seul courage d'avoir dit NON à la guerre et que nous n'avons pas le droit d'oublier !

Nous dénonçons ici l'ignoble attitude des partis OUVRIERS qui se sont servis, il y a dix ans et plus, des mots d'ordre antimilitaristes pour dresser contre la guerre impérialiste ces hommes qui ont été fidèles à l'idée jusqu'au sacrifice de leur liberté et qu'ils abandonnent maintenant dans l'oubli écourtant et lâche de leur trahison.

Que les camarades de Nontron sachent que nous ne les oublierons jamais et que nous n'aurons de cesse qu'ils soient enfin libres.

Amnistie pour ceux dont le courage et la tenacité sont pour nous le plus grand des exemples !

Aux hasards du Chemin

REMOUS dans mon quartier

TONTRUANT, le képi en bataille, le brave général de Latte se précipita dans le cabinet ministériel.

« Ah ! ça, messieu Gouin, qui commande en France ? Est-ce la 5^e colonne ? Réduire les crédits militaires ! Ah ! mais ! Quel est l'enfant de salaud qui a pensé à ça ? Tillon ? Thorez ?

Désolé, mais sincère, M. Gouin dut confesser que ce n'était ni l'un, ni l'autre, au contraire.

Et le général éclata : « Alors, c'est vous ! Z'avez une tête de 2^e classe, mon ami, et à avoir toujours été fou du dedans. Vous y refoulerai encore, moi. Savez-vous ce que c'est que l'armée française ? Non ! Eh bien, elle a toujours coûté très cher à la nation. Songez qu'avec tous les milliards dépensés pour l'armée, quand l'Allemagne était désarmée, avec ceux dépensés pour la ligne Maginot, puis encore avec l'augmentation du budget de la guerre qui atteignait 2 milliards par jour en 1939, l'armée française n'ayant pas d'armes, ni d'avions, n'a pas tenu 3 semaines. Calculez, s'il vous plaît, la somme qu'il lui faudrait en francs Philip pour mener à bien une guerre victorieuse. En attendant, rallongez la sauce, hein ! ou on démissionne !

Et M. Gouin fut atterré, comme tout socialiste qui se respecte. Un peu sans généraux ? horreur ! Il promit de s'arranger. Et le brav' de Lat-

tre partit chanter dans son quartier général sa victoire sur le gouvernement.

Puis les magistrats décideront de manifester, estimant que les heures de somnolence au Palais ne sont pas assez rétribuées.

Aussitôt, un député S.F.I.O. plaida à la Chambre en leur faveur. Puisque la mode est à la production, on leur proposera peut-être le travail aux pièces, à tant de l'année de prison. Mais il faudra sans doute qu'ils donnent une preuve de loyauté envers le Gouvernement. Par un serment, peut-être ?

Quant aux lampistes, ils ont manifesté aussi ; seulement, eux, c'était pour fêter une de leurs immémorables victoires sur le fascisme. Le ventre creux ; mais non le cerveau. Parce qu'ils savent, eux, qu'à force de gagner des baisses contre la réaction, il y a quelque chose de changé ! Non point que le capitalisme soit par terre, mais maintenant ce sont les chefs « révolutionnaires » qui remplacent les patrons pour réclamer toujours plus de travail et refuser les augmentations de salaires. Et allons de la « Marseillaise » ; c'est toujours la même rengaine ! Ploum ! Ploum ! Tralala !... Ils chantent ? donc ils paient ! Seulement on se demande pourquoi, en ce jour de l'assise, les vainqueurs étaient un peu moins nombreux que d'habitude.

Gare ! Ça va changer !

A l'occasion du projet de nationalisation des banques d'Angleterre par le gouvernement travailliste, on peut cueillir cette perle dans l'Agence économique et financière :

« Un actionnaire a émis le vœu de voir le conseil augmenter le taux des dividendes.

Dans le cas où le gouvernement actuel déciderait de nationaliser toutes les banques, les propriétaires d'actions auraient plus de chances de recevoir un meilleur traitement.

Le président Lord Linlithgow, a déclaré, en réponse à cet actionnaire, que cette proposition recevrait toute l'attention du conseil. »

C'est comme ça que, de l'autre côté de la Manche, les petits rigolos de socialistes font la révolution et démolissent la société bourgeois au profit de la classe ouvrière ! A peu près comme les actionnaires des compagnies de chemin de fer : P.O., Midi, Nord, etc., nationalisées en S.N.C.F. avant la guerre et qui doivent bien rigoler quand ils passent à la caisse, en pensant aux nationalisations de cet autre rigolo de Félix Gouin... socialiste... à la mie de pain !

Trois hebdomadiers parisiens ont paru pendant la grève. Il s'agit du « Canard Enchaîné », de « Samedoir » et de « Hebdo-Variétés ». Pas beau !

Des sanctions vont être prises par le secrétariat d'Etat à l'Information, allant jusqu'à la diminution de l'attrition de papier.

Très bien !

Mais que dit ce même secrétariat d'Etat à l'Information aux quotidiens qui ont continué à paraître, à savoir : « L'Humanité », « Le Populaire », « Le Figaro » et autre « Résistance » ?

Rien !

Because que ce sont des papelards bien pensants et drôlement bien placés...

Les bobards...

1943... Allo... ici... Londres, ne quittez pas l'écoute, nous vous mettons en relation avec « La Voix de l'Amérique à New-York ». A vous New-York !

A chaque demi-heure il sort un avion...

A chaque heure il sort un cargo... Nous sommes de 30 % en avance sur le plan prévu.

Tout cela c'était au service de la Grande Retape !

Maintenant il s'agit de faire vivre les peuples... qu'on a saigné à blanc, aussi le cargo toutes les heures et l'avion toutes les 1/2 heures... ce sera pour la prochaine fraîche et atomique, mais pas pour la Paix !

Deux méthodes,

deux résultats

Des Etats-Unis :

750.000 métallos qui étaient en grève depuis vingt-cinq jours ont obtenu une augmentation générale de leur salaire.

De Buenos-Aires :

Les ouvriers débardeurs ont obtenu, après une grève de quinze jours, une augmentation de salaires et une diminution des heures de travail.

Chez nous, Thorez, grand chef du premier parti ouvrier, déclare : « Il faut savoir terminer une grève... Il faut produire... produire ! »

Chez nous, quand on se met en grève, c'est pour vingt-quatre heures — le temps d'aller à la pêche.

L'argent n'a pas d'odeur

Le ministre communiste de la production industrielle fait une publicité monstrueuse autour de l'achat de 300 millions de francs d'essences de parfum à l'étranger.

Il est plus discret sur le cadeau qu'il fait aux gros industriels français auxquels il alloue un crédit dit de démarrage. Nos capitalistes en sont eux-mêmes éberlués !

Qu'en pense l'ouvrière désargentée de chez Coty ?

Il fait passer en priorité la fabrication des facongains de luxe.

Qu'en pense le sinistre et l'ouvrier qui ont le ventre creux et qui grelottent de froid dans leur chambre ?

Mais, chez nous aussi, pour les augmentations de salaires, on repasse !

La Bourse et l'Armée

Les actions des entreprises de caoutchouc de l'Indochine sont en hausse constante depuis l'annonce des « grands succès », du général Leclerc « dégagant » les plantations.

Les volontaires des troupes coloniales pour maintenir l'intégrité de l'Empire et qui sont tombés là-bas servir à la France, auront, au moins, servi à quelque chose ! Amen !

Y a de la « réaction » chez les généraux

La police avec nous !

Les policiers ont défilé de la Bastille à la Nation — pardon, de la Nation à la République — drapeau rouge en tête, celui de la C.G.T., le 10 février 1946.

Leur syndicat salutait l'échec du fascisme qui s'était extériorisé le 6 février 1934 et que le prolétariat avait stoppé... « pour quelques années » le 12 février 1934.

Mais, si nous avons bonne mémoire, ce sont ces mêmes policiers qui « fusillèrent » les prolos organisés ce jour-là !

La Petite Sœur Thérèse de Boulogne

Aux Halles, elle a été reçue à coups de tronçons de choux et il y a eu du sport... les flics sont intervenus avec la douceur qui les caractérisent, bien entendu... c'est contre les perturbateurs de l'ordre apostolique et romain que les flics de la résistance ont opéré... aux cris de la « Police avec Nous ! »

Aux élections soviétiques

« Le vice-président (de la commission électorale de la Section), Sinépine, est l'un des dirigeants du trust des constructions militaires... »

Qui écrit cela ? L'Époque ? Non, l'Humanité du 9-2-46.

Les politinellies démagogiques du P.C.F. qui veulent nous représenter Staline comme le plus grand communiste de tous les temps et l'U.R.S.S. comme la terre promise du prolétariat, devraient accorder leurs violons, parce que, tout de même ! hurler contre les Trusts en France et les citer en exemple en Russie car risque quelque peu de choquer les prolos consciens et organisés.

Egalité, égalité...

Trois hebdomadiers parisiens ont paru pendant la grève. Il s'agit du « Canard Enchaîné », de « Samedoir » et de « Hebdo-Variétés ». Pas beau !

Des sanctions vont être prises par le secrétariat d'Etat à l'Information, allant jusqu'à la diminution de l'attrition de papier.

Très bien !

Mais que dit ce même secrétariat d'Etat à l'Information aux quotidiens qui ont continué à paraître, à savoir : « L'Humanité », « Le Populaire », « Le Figaro » et autre « Résistance » ?

Rien !

Because que ce sont des papelards bien pensants et drôlement bien placés...

Les bobards...

1943... Allo... ici... Londres, ne quittez pas l'écoute, nous vous mettons en relation avec « La Voix de l'Amérique à New-York ». A vous New-York !

A chaque demi-heure il sort un avion...

A chaque heure il sort un cargo...

Nous sommes de 30 % en avance

sur le plan prévu.

Tout cela c'était au service de la Grande Retape !

Maintenant il s'agit de faire vivre les peuples... qu'on a saigné à blanc, aussi le cargo toutes les heures et l'avion toutes les 1/2 heures... ce sera pour la prochaine fraîche et atomique, mais pas pour la Paix !

ERRATA

Dans Problèmes essentiels du Libertaire no 19 « Ordre et Anarchie » on lit : « ...des découvertes à des fins guerrières... à des fins impérialistes pour avoir la prédominance d'une caste... », ce qui ne veut rien dire. Il fallait lire :

« ...des découvertes à des fins guerrières... à des fins impérialistes, pour asservir... »

Et bas, c'est « l'exploitation permanente de l'homme PAR l'homme », et non « POUR l'homme ».

DIFFUSEZ

LE LIBERTAIRE

Les manœuvres "civilisées" à l'O.N.U.

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Etat... Les puissances coloniales se sont tellement senties visées par la proposition soviétique que la presse n'a pas hésité à déclarer que si l'initiative ukrainienne était suivie, toute politique coloniale (impérialiste) deviendrait impossible, et que les moindres désordres serviraient de nature à faire surgir une demande d'enquête et placerait ainsi les puissances coloniales sous le contrôle des autres.

On conçoit aisément que la formulation de troubles et de séditions visent l'U.R.S.S., qui, à l'abri d'un programme révolutionnaire, peut du jour au lendemain faire éclater des revendications nationales et d'indépendance de la part des peuples coloniaux et, devant cette éventualité, les gangsters coloniaux se servent trop loin de nous pour qu'elles nous émeuvent, et l'on fait moins de tapage sur la prise de Mintio par les « civilisés » que sur le massacre d'Oradour par les barbares ; pourtant les méthodes et les moyens sont les mêmes, et à part quelques journaux anglais et très peu de français... le silence est d'or.

Lénine affirmait que dans tout soulèvement national il y avait une possibilité et une volonté révolutionnaire dont le prolétariat devait pouvoir se servir. Après cette guerre, les pays colonisés, les uns après les autres, réclament leur indépendance, leur liberté, un nom de quoi on les a pendant cinq ans invités à se faire massacrer ; aujourd'hui c'est pour eux qu'ils se servent des moyens dont on leur a appris l'emploi. Rien que pour cette leçon aux prolétaires asservis de l'Europe entière nous sommes avec eux. La liberté ne se vend pas, elle s'arrache... Ils nous montrent comment il faut faire.

Peuples coloniaux, victimes des marchandises ! les libertaires sont avec vous dans votre lutte... qui est la nôtre aussi. Le monde capitaliste a joué à l'apprenti sorcier, ce n'est pas nous qui lui faciliterons l'asservissement des forces qu'il a déchainées... au contraire. VIVE L'INDOCHINE LIBRE... VIVE LA LIBERTÉ POUR TOUS LES OPPRIMÉS DU CAPITALISME MONDIAL !

ANCIENS PRISONNIERS "tout n'est pas possible!"

ré que la seule façon pour les anciens prisonniers de guerre de faire aboutir leurs revendications, c'était de voter communiste et de venir au Parti.

Parmi ces revendications figurait le pécule (400 francs par mois de captivité).

Misérables sont donc ceux qui firent de vaines promesses. Mais cent fois plus misérables, si, par démagogie, nous vous faisons de vaines promesses !

Or, précisément, lors d'un autre meeting, organisé par le parti à la Mutualité, en octobre dernier (un peu avant les élections), les représentants-candidats avaient déclaré

Il n'y a qu'un seul problème

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

ont mis en œuvre pour accompagner cette guerre et qu'elles ne peuvent plus maîtriser sans disparaître elles-mêmes.

Nous vivons des heures où s'échafaudent les prises de position avant l'ultime « explication ». Déjà, les Anglo-Saxons — en faisant la part du bluff et du roman — ne se sont pas opposés et ont peut-être facilité la divulgation, dans l'opinion, des manœuvres de l'espionnage soviétique autour de la bombe atomique. Et tout le poids de ce qui s'est dit d'aigre-doux, à l'O.N.U. pèse déjà très lourd dans ces préliminaires de conflit. Chacun tente de laisser à l'adversaire le plus mauvais terrain, pour le jour J.

Que la masse de tous ceux qui payeraient encore soit vigilante !

Rien n'est perdu, camarades !

Ne nous enfermons pas dans la seule considération de notre situation intérieure. Sachons regarder partout où l'action totale, immense de notre révolte sera décisive si nous savons la conduire par la seule voie où nous pourrons bousculer toutes nos causes de misère !

Notre sort, c'est de nous-mêmes qu'il dépend, suivant la volonté, le courage, la solidarité que nous aurons pour le défendre !

Camarades, il faut vouloir avec nous !

Préparons-nous tous à l'action !

Il n'y a qu'un seul problème, le nôtre !

Les ouvriers ont ainsi appris avec stupeur que si on leur avait donné des armes en 1939 (alors que Staline collaborait avec Hitler), ils ne seraient pas allés à Berlin en captifs, mais... en triomphateurs !

Un orateur y allait tellement fort sur ce thème, qu'il a provoqué des réactions de protestation parmi les assistants. Les cris, les coups de sifflet, les trépignements ont réussi à le faire taire. Il faudra s'en souvenir. Relatant l'incident le lendemain, l'Humanité a raconté que c'était le fait de trublions fascistes à la solde de la réaction et de la 5^e colonne — on en était sûr ! — C'est ainsi que sont jugés ceux qui trouvent que le P. C. se trouve, lui, dans la voie de la réaction.

Les anciens prisonniers sont sortis écourcis de ce meeting qui ne visait qu'à la propagande.

C'est pourquoi ils sont de plus en plus convaincus que le seul moyen de chasser tous ces bonimenteurs politiciens et de construire le monde meilleur qu'ils ont espéré en exil, c'est de passer à l'action, aux côtés des vrais prolétaires qui ne sont pas à vendre, et d'aller prendre eux-mêmes, en force, ce qu'on leur faisait miroiter en appât depuis leur retour, en se moquant de leur misère

PROBLÈMES

ESSENTIELS

Théorie et pratique

Théorie et pratique : deux termes qui semblent découler l'un de l'autre et qui, en réalité, ne se conjoint qu'exceptionnellement. Marx dans une satire violente intitulée « Indifférence en matière politique » attaque les maîtres théoriciens de l'anarchie et les attaque justement.

Nous aurions pu lui répondre à l'époque — ce qui fut fait d'ailleurs — que lui, Marx, aurait dû être le dernier à se prendre de querelle avec les théoriciens, car il ne fut qu'un théoricien. Il ne vécut jamais suivant ses doctrines sous le divin prétexte que l'action ne pouvait être le fait d'un penseur. Alors qu'un Bakounine parcourait l'Europe à la recherche d'une barricade pour y faire le coup de feu, Marx se camouflait dans son bureau de travail, pensant la révolution mais ne la vivant pas.

De la lutte des classes devrait sortir, d'après lui, un monde libéré ; mais aujourd'hui ses disciples abandonnent l'idée et se cantonnent dans un matérialisme historique ayant comme conclusion logique la dictature. Combiné de prolétaires, à l'heure actuelle, « possèdent » le marxisme ? Combien reconnaissent les vertus de l'action directe ? Au travers de la « dialectique », noyé par les tergiversations et les retours en arrière, le travailleur, lorsqu'il possède la vertu critique, a bien de la peine à reconnaître le vrai du faux.

Croyant peut-être que l'homme est perfectible dans une société qui ne vit que du profit, Marx, séparé des masses par son existence de termite, se moquait d'un Bakounine déclarant que seule l'abolition complète de l'Etat pouvait libérer les travailleurs opprimés et, à son encontre demandait l'établissement d'un Etat prolétarien, d'un Etat où le capital serait géré par les représentants du peuple élus impérativement.

Marx ignorait les hommes, leurs défauts et leurs qualités. Il ne se rendait pas compte que les lois de l'espèce oblitèrent l'homme ; que nommer des représentants, furent-ils prolétariens, c'était reconnaître de nouveaux maîtres mais des maîtres quand même ; c'était créer une classe de fonctionnaires aussi avide, aussi assouvie de puissance que celle qu'elle avait détrônée. S'il avait vécu dans le réel, dans la foule, Marx se serait rendu compte que son système était utopique et que son idée d'Etat prolétarien ne pouvait aboutir qu'à une nouvelle exploitation de l'immense masse des travailleurs par une minorité d'improductifs.

L'expérience de la Russie soviétique est là pour prouver que nous avons raison. Lorsque Staline déclare, reprenant un slogan de Lénine, que « l'impérialisme est la dernière phase du capitalisme », ne se rend-il pas compte que par là-même il condamne l'U.R.S.S. « patrie du prolétariat émancipé » ? Car il n'y a pas un seul ouvrier conscient, même parmi les Russes, qui ne décèle les visées impérialistes des

maîtres actuels du Kremlin. Le slogan cité plus haut n'est-il pas plutôt un nouveau trompe-l'œil, une nouvelle preuve de démagogie de la part de ceux qui VEULENT attirer les masses à eux, en faisant appel à une théorie que la pratique a condamnée, afin de cacher leurs intentions véritables ? Marx, d'ailleurs, aurait dû prévoir qu'un Etat prolétarien, unique dans le monde, doit installer chez lui la dictature s'il veut se survivre — et cette dictature nécessite l'établissement d'une économie dirigée —, s'il veut vaincre les puissances voisines déterminées à limiter les dégâts, à anéantir un foyer de révolution mondiale possible. Et la dictature n'a jamais été un moyen révolutionnaire, fut-elle du prolétariat.

Il aurait dû également prévoir, s'il n'avait été un rêveur, que sa dictature du prolétariat amènerait obligatoirement les quelques hommes qui ont pris la tête de la révolution, au début, à s'adapter par la force, coûte que coûte, aux exigences nouvelles du système économique et stratégique où se trouve placée la révolution et, pour cela, à plier les hommes au rôle d'unité-machine. Et — ce qui condamne irrémédiablement le bel échafaudage théorique — si les conditions matérielles de l'économie, indispensables au DEMARRAGE d'une structure communiste de la société arrivent à faire défaut dans le pays où se déclanchera la révolution et vont également à l'échec, l'établissement du communisme lui-même, Marx, dans son ignorance de l'homme, ne prévoit pas alors ce qu'il est enfin de penser :

A savoir : une minorité agissante de la révolution se maintenant par tous les moyens à la tête de la dictature... d'une économie, d'un Etat. Dès lors même que toute possibilité technique de réalisation est absente à la base, mais se maintenant quand même pour asseoir une position, illogique d'abord, qui s'adaptera vite aux nécessités d'une autorité centralisée, d'une finalité dictatoriale, Marx n'avait pas prévu des hommes qui se plieraient à toutes les positions pour rester, eux, en place.

Et c'est parce que l'ETAT crée et maintient ces hommes que les anarchistes ont condamné la cause profonde de l'erreur qui jouera aussi bien dans l'état prolétarien — voir l'U.R.S.S. — que dans l'état bourgeois. Il était en outre facile de penser au malaise interne que cette dictature ferait naître parmi les éléments sincères qui la suivraient.

Nul parti, nul mouvement, en effet, n'est autant sujet à des révisions de principes, à des déviations que le parti marxiste — S.F.I.O. et communistes français (?). Il y a ce que Lénine appela « la maladie infantile du communisme » et que Marx combattait déjà lorsqu'il attaquait l'anarchisme.

Il y a aujourd'hui le trotskisme, la gauche révolutionnaire, le P.C.I., le propisme, etc., etc., que la situation actuelle place dans l'opposition.

sition mais qui, demain, en supposant qu'ils arrivent au pouvoir, subiraient les mêmes déviations que les P.C. nationaux, parce que portant en eux la cause initiale de leur échec, à savoir le maintien de l'argent et de l'Etat.

Quelques-uns des ancêtres de l'anarchie ont, dans leur ardeur, aurait dû prévoir qu'un Etat prolétarien, unique dans le monde, doit installer chez lui la dictature s'il veut se survivre — et cette dictature nécessite l'établissement d'une économie dirigée —, s'il veut vaincre les puissances voisines déterminées à limiter les dégâts, à anéantir un foyer de révolution mondiale possible. Et la dictature n'a jamais été un moyen révolutionnaire, fut-elle du prolétariat.

Proudhon dit implicitement que combatte l'Etat, c'est le reconnaître, que s'insurger contre le patronat, c'est reconnaître le salariat, que demander des augmentations de salaires, c'est faire le jeu du patronat puisque « le salaire de l'ouvrier détermine le prix des marchandises ». — Ce qui est reconnu faux aujourd'hui, Marx a eu beau jeu pour attaquer ces conceptions, mais ce qu'il n'a pu démolir, c'est l'idée du remplacement de l'Etat bourgeois par les collectivités organisées sans que celles-ci fassent appel à un Etat prolétarien.

La conclusion de cette trop brève étude est qu'une théorie, pour avoir quelque chance de se réaliser un jour INTEGRALEMENT, doit reposer ESSENTIELLEMENT sur le complexe homme-milieu, ce qui évite le décalage entre le progrès — c'est-à-dire possibilités de vie — et l'individu. Indifférence en matière de politique ? Nous nous permettons de dire aux marxistes que les anarchistes n'ont jamais pu être indifférents lorsque le sort de la classe ouvrière était en jeu. Nous ne leur citerons comme exemples que la période héroïque du mouvement anarchiste, celle des bombes, toute empreinte d'abnégation ; la vie révolutionnaire des Bakounine, Kropotkin, Malatesta, Caffiero, Jean Grave, Sébastien Faure, Louise Michel, Durruti, aujourd'hui inconnus des masses ; la création de cette G.G.T. que les réformistes marxistes pourraient aujourd'hui par leur POLITIQUE, par leur INDIFFERENCE EN MATIERE SOCIALE, car ce sont bien eux qui, après avoir attaqué des doctrinaires sincères, vont aux géométries les partisans de la Révolution sociale et se réfugient dans la doctrine, dans la dialectique, pour justifier leur manque d'action révolutionnaire.

Il était en outre facile de penser au malaise interne que cette dictature ferait naître parmi les éléments sincères qui la suivraient.

Nul parti, nul mouvement, en effet, n'est autant sujet à des révisions de principes, à des déviations que le parti marxiste — S.F.I.O. et communistes français (?). Il y a ce que Lénine appela « la maladie infantile du communisme » et que Marx combattait déjà lorsqu'il attaquait l'anarchisme.

Il y a aujourd'hui le trotskisme, la gauche révolutionnaire, le P.C.I., le propisme, etc., etc., que la situation actuelle place dans l'opposition.

Le Mouvement Anarchiste en Angleterre

Il est très encourageant d'assister depuis la Révolution espagnole et plus particulièrement depuis cette guerre à une véritable renaissance du mouvement anarchiste en Angleterre.

Pendant la guerre, les camarades de Londres se sont opposés sans répit au conflit impérialiste tout en soulignant bien leur lutte de toujours contre le nazisme ; dans un journal bimensuel « War Commentary for Anarchism » (Commentaires de guerre pour l'anarchisme).

Il peut paraître curieux que les articles violents et nettement révolutionnaires de ce journal aient été ainsi tolérés en Angleterre, alors que partout ailleurs la censure était des plus efficaces ; en réalité c'était trop une voix isolée dans l'enthousiasme général de tous les partis, pour cette guerre de « libération des peuples », pour qu'elle puisse sembler dangereuse, et le gouvernement anglais a jugé, sans doute, plus adroit de conserver les privilégiés que lui donne ce respect apparent de la liberté individuelle.

Néanmoins, la police allait souvent à l'imprimerie où était tiré le journal et surveillait de près nos camarades et leurs écrits. En fin de 1944, « War Commentary » disant au peuple beige qu'il devait garder pour sa propre libération Scotland Yard interdit. Des perquisitions découvrirent des enveloppes destinées à des membres de l'armée, en effet, le journal était envoyé à de nombreux soldats et le procès qui suivit amena la condamnation de trois camarades à neuf mois de prison. Ce procès soulève en Angleterre une vague d'indignation. Les pétitions, les circulaires, les protestations de personnes importantes (il y eut aussi des évêques) se multiplient, amenant même la constitution d'un Comité de Défense, comité composé d'intellectuels très connus décidés à lutter contre cette violation de la liberté. Les réunions publiques grouillent bien plus de monde que d'habitude, le tirage du journal ne fut jamais aussi élevé et il fallut refuser les gens qui veulent assister au procès.

« War Commentary » fait suite à « Spain and the world » (L'Espagne et le monde) né en 1936 pour décrire la révolution espagnole, et est devenu « Freedom » (Liberté), depuis la fin de la guerre. Il est édité par l'imprimeur que quelques camarades ont eu l'initiative d'acheter alors que les bombardements et le manque de papier avaient déprécié les fonds de commerce. « Freedom Press » a publié pendant cette période de nombreux ouvrages théoriques tel que « La Philosophie de l'anarchisme », « L'Education des Hommes Libres », « L'Education à travers l'art », etc., de Herbert Read, critique d'art très

célèbre en Angleterre qui appuie de sa réputation et de la valeur de son travail le mouvement anglais, des œuvres de Kropotkin, des brochures sur le syndicalisme, des ouvrages plus techniques, tels l'organisation des chemins de fer, de l'agriculture d'un point de vue anarchiste, des livres et brochures sur la Russie soviétique, un album de dessins suggestifs et puissants sur la guerre par un camarade encore en prison pour désertion : « La Marche à la Mort ». Tous ces ouvrages sont vendus dans « Freedom Shop ». Les camarades de Freedom Press en ont publié et vendu plus d'un demi-million d'exemplaires ces dernières années. Ils essaient d'apporter aux milieux intellectuels par le sérieux de leurs publications et aussi par une revue « Now » « Maintenant », qui traite de problèmes très divers.

Les camarades de « Freedom Press » appartiennent à l'Union des Groupes Anarchistes qui vient de réaliser son congrès les 1er et 2 décembre dernier. Il existe, d'autre part, la Fédération Anarchiste qui est moins active en dehors de son groupe de Glasgow et qui publie un journal bimensuel, « Direct Action ».

Dans son Congrès, l'Union des Groupes Anarchistes où étaient représentés les groupes de Londres, Glasgow, Bristol, Newcastle, Paisley, Liverpool, etc. a pris des résolutions sur les points suivants :

1) Libertés civiles.

Le mouvement anglais décide de poursuivre et d'intensifier sa lutte pour la liberté individuelle, la liberté de presse et l'association.

2) Famine en Europe.

Le Congrès s'engage à lutter pour activer l'aide aux populations affamées et s'élève contre l'emploi par les gouvernements de la famine comme moyen de prévenir la révolution.

3) Interventions en Extrême-Orient.

Le Congrès condamne ces interventions.

4) Énergie atomique.

Le Congrès constate que l'application de l'énergie atomique aux besoins quotidiens ajoute encore à la nécessité de réaliser les théories économiques du Panarchisme, cependant que la suppression de son utilisation comme moyen de destruction ne peut être assurée que par la mise en pratique de principes fondamentaux de l'anarchisme, notamment l'abolition des gouvernements et des frontières et la création d'une organisation internationale des travailleurs.

5) La Russie et les communistes.

L'Union des Groupes Anarchistes condamne la politique du gouvernement russe et du parti communiste, car elle est opposée aux intérêts des travailleurs et de la liberté.

6) Solidarité internationale.

Les camarades anglais se réjouissent du développement du mouvement anarchiste en Italie et en France, de la continuation de la lutte de nos camarades en Espagne, et décident d'apporter leur aide à la création d'une « Organisation Anarchiste Internationale » forte et militante.

LE SCANDALE DE LA VIANDE

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

est sabotée la santé des enfants en particulier et de tous en général.

« Vous pensez bien que tout n'ira pas aux charcutiers. Une grande quantité va être détournée pour le marché noir, bien entendu. En attendant, la viande est là qui se perd et avec laquelle s'engraissent les millions de rats qui y puissent une pâture de premier choix.

On nous ouvre un échaudoir au hasard. C'est vrai ; les rongeurs ont commencé leur œuvre. Et quand vous lirez ces lignes, d'imposants filets seront encore partis pour la même destination.

Enfin, pour quelle raison, d'après vous, le Ravitaillement agit ainsi avec une folle démesure ?

Ce n'est pas de la démesure, nous dit ce autre boucher ; c'est un petit calcul, tout simplement. Ce que le Ravitaillement général a acheté 72 fr. le kilo, il ne peut plus le vendre actuellement que 44 fr. Les quartiers arrière ? Prix d'achat 94 fr. et prix de vente... 52 fr. 80. Joli bénéfice, n'est-ce pas, et que nous tous paierons. Alors il s'agit de limiter les dégâts et de vous obliger à acheter, avant qu'une nouvelle et infaillible baisse intervienne, comprenez-vous ?

L'affaire est très claire. Insuffisance d'arrivages ? Non, combine.

LES ORDRES-GIROUETTES

Vous connaissez, nous dit-on encore, les ordres militaires qui arrivent en tandem : le premier cycliste apporte un ordre et le second le contre-ordre. Ici, l'on fait beaucoup mieux :

Mardi, à 13 h. 30, la viande est répartie à la boucherie.

A 15 h., on la bloque.

A 16 h., on la débloque pour la répartir au groupement des marchands de porcs. Ceux-ci se présentent, mais ils n'ont pas le droit de la sortir (textuel).

Voilà ce que l'on nous explique dans un café dont l'enseigne se rapporte aux jeunes animaux que l'on tue en face. Il paraît même, qu'en or, il est toujours debout. Mais notre interlocuteur s'arrête, car un confrère arrive pour annoncer une nouvelle : c'est un nouveau contre-ordre du Ravitaillement, signalant que la viande doit rester aux échaudoirs. Tandis que la viande se perd et que les mères, toujours, ont faim !

A mort Franco !

Vingt-trois de nos camarades de la C.N.T. viennent d'être condamnés à mort, après un jugement sommaire, par la tourbe franquiste.

C'est à la suite d'une dénonciation qu'ils furent arrêtés par la police de Barcelone, dans un bar de la rue Paralelo, où ils se réunissaient. La maison fut cernée ; inutile de dire qu'il y eut du sport et que nos camarades ne furent pris qu'après un violent combat.

Dans quelques jours, la grève générale éclatera en Catalogne.

C'en est trop ! Puisque les gouvernements « démocratiques » ne veulent pas arrêter la marée des crimes de Franco, la parole est aux Peuples.

Camarades antifascistes, nous devons les sauver !

CE N'EST PAS

EN FRANCE !..

Nous sommes heureux d'apprendre par le journal anarchiste « Umanità Nova » que nos camarades italiens ont obtenu l'autorisation de parler au poste émetteur de Florence tous les dimanches à 14 heures. La première émission a été consacrée à un exposé des théories anarchistes.

En Italie, les anarchistes ont la parole !

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

GROUPE DE NANTES

Jeudi 28 février 1946

à 20 h. 30

Salle Colbert, sur : La Faillite des partis et de la C.G.T. et la guerre qui vient. — Les Anarchistes et la Constituante.

GROUPE DE DIJON

Samedi 23 février 1946

à 20 h.

Salle Joliet, Hôtel des Sociétés, rue du Docteur-Chaussier, sur : Les Libertaires et les partis politiques.

GROUPE DE VANNES

Dimanche 3 mars 1946

à 9 h. 30

Salle du Cinéma, sur : « Dictature ou liberté »

GROUPE DE TARbes

Mardi 5 mars 1946

à 21 h.

Salle Fantasio, sur : « Où allons-nous ? Bien-être ou misère ? Dictature ou liberté ? »

RÉGION PARISIENNE

GROUPE OUEST

Jeudi 21 février 1946

à 20 h. 30



LE SYNDICALISME



La liberté syndicale est en danger

Les Politiciens marxistes suppriment la liberté de la Presse

Dans le dernier « Lib », nous avons défini l'état de choses politique actuel : « Climat politique qui achemine cette nation vers la dictature personnelle ». Le régime des monopoles qui tend de plus en plus à s'édifier sur les ruines de l'économie libérale a été dénoncé par nous comme l'avant-coureur du fascisme. D'aucuns ont pu croire que nous exagerions et ont cru peut-être discerner dans notre attitude ou ne sait quelles réminiscences, quels souvenirs nostalgiques pour un passé définitivement révolu ! Expliquons-nous donc :

Qu'est-ce que le fascisme ? Il semble ridicule de poser pareille question, lorsque des millions d'hommes viennent de s'entretuer pour exterminer les régimes dits « totalitaires » et ont fait triompher la « démocratie ». Il faudrait pourtant savoir une fois pour toutes ce qui se cache derrière ces mots et si cinquante millions de suppliciés ne sont pas morts pour un malentendu.

L'Angleterre a fait l'économie libérale, elle a été à elle seule presque toute l'économie libérale. En 1914, l'Empire britannique parvenait à l'extrême limite que lui avait assigné l'histoire et ses possibilités de développement étaient quasi-épuisées. Obsédés par les prophéties historico-idealistes de leur maître pour qui, au siècle dernier, l'Angleterre offrait aux autres nations l'image de leur développement futur, les marxistes ont été incapables de voir autre chose, dans la première guerre mondiale, que la revendication de la jeune Allemagne capitaliste venue apte à relayer la vieille initiative déclinante et à occuper sa place. C'est peut-être par la qu'il faut expliquer la piteuse abdication des marxistes austro-allemands, c'est-à-dire, en fin de compte, du marxisme par excellence. Les Kautsky, les Haase, les Victor Adler rejoignaient les « marxistes légaux » de la social-démocratie russe, qui partirent de Marx pour aboutir à la théorie du développement du capitalisme dans l'empire des tsars considéré comme une « nécessité historique ».

O'était une grossière erreur. L'Angleterre a fait l'économie libérale, elle a été à elle seule presque toute l'économie libérale. En 1914, l'Empire britannique parvenait à l'extrême limite que lui avait assigné l'histoire et ses possibilités de développement étaient quasi-épuisées. Obsédés par les prophéties historico-idealistes de leur maître pour qui, au siècle dernier, l'Angleterre offrait aux autres nations l'image de leur développement futur, les marxistes ont été incapables de voir autre chose, dans la première guerre mondiale, que la revendication de la jeune Allemagne capitaliste venue apte à relayer la vieille initiative déclinante et à occuper sa place. C'est peut-être par la qu'il faut expliquer la piteuse abdication des marxistes austro-allemands, c'est-à-dire, en fin de compte, du marxisme par excellence. Les Kautsky, les Haase, les Victor Adler rejoignaient les « marxistes légaux » de la social-démocratie russe, qui partirent de Marx pour aboutir à la théorie du développement du capitalisme dans l'empire des tsars considéré comme une « nécessité historique ».

O'était une grossière erreur.

SOLIDARITÉ



Une caisse d'ent'aide est créée pour subvenir aux besoins des camarades victimes de la répression. Afin de maintenir un timbre de solidarité (voir ci-contre) est mis en vente au prix de cinq francs. Les camarades et les groupes qui le désirent peuvent passer commande au centre de Paris.

Envoyer le montant de l'ent'aide à : Laurette Cartas, 24, rue Ernestine, Paris 18^e.

C. C. P. : 5314-79 Paris.

La vie de la Fédération Anarchiste

REFERENDUM

A tous les Secrétaires de Groupes et aux militants isolés

Chers Camarades,

Selon les désirs exprimés par plusieurs groupes (notamment Marseille, Bordeaux et Toulouse), congrès extraordinaire devra avoir lieu courant avril 1946 dont l'objet essentiel serait : réalisation d'une complète unité organique de tous les anarchistes.

La commission administrative n'ayant pas pu en décider, mais devant se borner à transmettre les avis et suggestions, nous demandons donc à tous les groupes, ainsi qu'aux militants isolés (comme nous l'avons fait pour la conférence nationale du 2 décembre) de nous écrire dans les dix jours et se prononçant sur les points suivants :

1^o Un congrès extraordinaire doit-il avoir lieu en avril 1946 ? (Tenir compte que pour qu'il soit suffisamment préparé, il vaudrait mieux qu'il ne se tienne qu'en mai 1946).

2^o Si oui, doit-il se tenir à Dijon ou Limoges, ou à la conférence du 2^d décembre l'actuel prévu pour le congrès ordinaire qui devait avoir lieu en novembre ou ailleurs ?

3^o — Où donc temps doit-il durer ? Deux jours ou trois ? Comment se fera son financement ? Par les groupes, par les fédérations nationales, ou par la treizième nationale ?

4^o Nous faire connaître les questions qui devront y être soulevées en plus de l'unité, en nous fournissant les rapports devant servir de base de discussion. (Il serait souhaitable que les rapporteurs ne fassent, pour publication, que des résumés car l'impression de rapports complets serait très onéreuse).

5^o Nous faire parvenir les noms et professions de tous les camarades candidats pour être membres de la Commission Administrative de la Fédération Anarchiste ; les groupes devant avoir la possibilité de faire leur choix avant la tenue du congrès.

6^o — Qui devra — en dehors de Paris — être fixé le futur siège de la Fédération Anarchiste ? Dans quelle ville ?

7^o Demander au secrétariat, comme je l'ai fait dans l'« Bulletin Intérieur » et le consacrer entièrement à ce congrès en y inscrivant toutes les propositions ou communications qui nous sont soumises. (Nous en avons déjà plusieurs, notamment de la Seine), ainsi que la liste complète des candidats à la Commission Administrative ?

8^o Ce congrès devra-t-il être ouvert aux camarades non membres de la Fédération Anarchiste ?

Dans l'attente d'une prompte réponse, recevez, cher Camarade, notre salut fraternel.

LA COMMISSION ADMINISTRATIVE

Ce référendum a été envoyé à tous les secrétaires de groupe. S'il n'est pas parmi eux qui ne l'ont pas reçu, ils voudront bien, après en avoir pris connaissance, par le journal, nous faire parvenir leur réponse aussi rapidement que possible. (Il s'adresse également à tous les militants isolés).

1914 marquait l'arrêt de mort du capitalisme libéral. Le temps des conquérants, des aventuriers du commerce et de la finance, des grands capitaines d'industrie était bien révolu ; le pessimisme à son tour pénétrait l'économie ; une véritable bureaucratie économique — avec tout ce que cela représente d'incurie, d'inertie, de pusillanimité — se substituait un peu partout à la direction impérieuse de l'entrepreneur capitaliste. La sclérose, l'épuisement du commerce mondial faisaient aisément prévoir l'autarcie, c'est-à-dire la fin de la concurrence, cet unique moteur du capitalisme libéral. Le repliement de chaque nation sur elle-même préparait et favorisait l'invasion de la bureaucratie, son intrusion dans tous les domaines de la vie collective d'abord, de l'existence individuelle ensuite. Il n'y a pas inutile de rappeler que dans un article de la « Tribune économique », l'auteur indiquait que la nationalisation des grands établissements de crédit s'est trouvée grandement facilitée par le fait qu'en réalité il y a beau temps que les banques ont renoncé à ce qui fut leur première raison d'être : accorder de larges crédits pour favoriser cet esprit d'entreprise grâce auquel le monde entier s'est couvert de chemins de fer construits par des Français, de mines et d'usines exploitées par des sociétés françaises. Bureaucratées et timorées, les banques ne savent plus que se cantonner dans d'obscures besognes d'escompte : la hardiesse entreprenante de jadis avait fait place à la routine harassante des bureaux. Elles ont aussi

placé les emprunts d'Etat dans leur clientèle. Y a-t-il un économiste, aussi fantaisiste soit-il, pour prétendre que les crédits consentis à l'Etat ont eu d'heureux résultats sur notre économie ? Les milliards ont été engloutis dans le gouffre sans fond, et la hideuse exorbitance bureaucratique a prospéré sur la ruine du pays. Les banques étaient mûres pour l'étatisation.

Bureaucratie de l'économie, bureaucratie d'Etat, bureaucratie syndicale ont grandi ensemble.

C'est ce régime que l'Allemagne a voulu imposer par la force. C'est lui, et non le libéralisme politico-économique, qu'elle aurait imposé au monde si elle eût vaincu l'Angleterre en 1918. Et ce n'est pas le syndicalisme allemand qui s'y fut opposé, pas plus qu'il n'a pu empêcher la montée triomphale d'Hitler.

La démocratie politique a été libérale tant que la direction de l'économie a appartenu à l'entrepreneur capitaliste, parce que celui-ci avait besoin de certaines libertés politiques, à la fois comme garantie de la liberté économique et comme soupe de sûreté contre les revendications populaires. De ces libertés politiques, la liberté de la presse constituait la pièce maîtresse conditionnant toutes les autres. Dans l'économie bureaucratise d'aujourd'hui, de telles libertés ne se conçoivent même pas, nous ne pouvons que le reconnaître, et la démocratie moderne ne pouvait être qu'antilibérale.

La démocratie n'est qu'un mot, comme le fascisme. Ce qui se cache derrière ces mots, c'est toujours l'exploitation de l'homme par l'homme, du travail par le capital.

De nos jours, comme en 1932 en Allemagne, comme en 1914 et 1939 dans le monde, la lutte n'est pas entre telle ou telle puissance cherchant à relayer celle autre sur le marché mondial, ou entre des régimes politiques aux oppositions plus apparentes que réelles. Elle reste avant tout la guerre du travail au capital, la revendication acharnée de l'exploité contre son exploitateur. Sous son aspect moderne, il devient le conflit irréconciliable entre le démocratoco-fascisme d'une part, et, de l'autre, la Révolution sociale et l'Anarchie.

Hestonio, 50 fr. ; Sauton José, 20 fr. ; Martinez Juan, 40 fr. ; Victor Vaquet, 30 fr. ; Simon Sezer, 35 fr. ; Pevrel, 40 fr. ; Nevada, 25 fr. ; Pedrol, 20 fr. ; Toméo, 50 fr. ; Incono, 20 fr. ; Atro, 20 fr. ; Lopez, 30 fr. ; Fernando, 30 fr. ; Durniti' 20 fr. ; Torrés, 10 fr. ; Gracia frères, 100 fr. Total : 5.303 fr. Total précédent : 3.253 fr. Total général : 8.556 fr.

* *

Vu le manque de place, nous nous excusez auprès des groupes dont le communiqué a déjà passé dans le « Libertaire », de ne pouvoir reproduire l'intégralité dans ce présent numéro, des communiqués très importants pour notre action à l'échelle nationale prenant déjà une place qui nous est plus que limitée.

* *

Groupes de Paris V^e : réunion tous les 2^e et 4^e jeudis, au café, 20, rue Cuvier. Les sympathisants sont invités les 2^e jeudis du mois.

Groupes de Carrières-sur-Seine : réunion tous les premiers dimanches de chaque mois, à 16 h. 30, salle des corporations à la mairie. S'adresser à : Boisson Louis, 11^e passage Pasteur, à Carrières-sur-Seine (Seine-et-Oise).

Groupes Paris-Ouest : prochaine réunion mercredi 27 février, 145, boulevard Ney (métro : porte Saint-Ouen). Présence indispensable.

Groupes de Nantes : siège au café de l'Europe, place du Commerce, tous les jeudis de 18 h. 30 à 20 heures.

ESPERANTISTES ATTENTION !

Pour le 1^{er} mars, va paraître « La Nigra Flago », organe mensuel anarchiste en Esperanto qui sera diffusé en tous les pays.

Écrire au responsable : Paul Camus, 95, rue de Longvic, à Dijon (C.C.P. Dijon 375-22).

Abonnement : 12 numéros : 60 francs.

* *

COMPTE RENDU DU CONGRÈS

Le compte rendu du Congrès des 6 et 7 octobre et de la Conférence Nationale du 2 décembre 1945 est à la disposition des nos camarades.

Il est en vente au prix de 20 fr.

Les secrétaires de groupe, ainsi que les militants isolés sont priés instantanément de nous passer commande du nombre d'exemplaires qu'ils désireront.

* *

CONDITIONS D'ABONNEMENTS

12 numéros, 45 francs; 24 numéros, 90 francs.

Adresser toute demande à : Louis Haas, 145, quai de Valmy, 145, Paris (10^e). C.C.P. 3685-80, Paris.

Demande que la motion suivante

Les Oubliés de la Terre

agricoles, nous entendrons un autre langage.

En attendant, les ouvriers agricoles sont astreints, s'ils veulent vivre, d'acheter au marché noir, comme tout le monde. Ils ne sont pas plus favorisés, surtout dans les pays de monoculture comme le bas-Gard. Ils sont classés ruraux. Donc, pour eux, pas de charbon, pas de ceci, pas de cela... On compte beaucoup sur l'air pur pour les nourrir et sur le soleil pour les chauffer.

Croyez-nous, camarades des villes qui ne nous connaissez pas. Notre sort n'est pas à envier. Et lorsque vous parlez des gens de la campagne, faites la différence qui s'impose.

En accusant les autres, ne nous accusiez pas, nous, vos frères. Ce n'est pas nous qui donnons le pain à nos cochons. Nous n'avons pas de cochon. Et si parfois nous aidons à le tuer, croyez bien qu'on se passe volontiers de notre aide pour le manger.

Que l'on sache bien qu'on ne fera rien dans la destruction du monde capitaliste et de l'Etat sans la lutte révolutionnaire des ouvriers agricoles étroitement unis au combat des mêmes prolétaires dans les usines et aux chantiers.

L'économie de demain sera gérée directement par les producteurs et les consommateurs de cette économie, et le prolétariat des campagnes a devant lui la charge de passer à l'action dans tous les domaines et dans tous les instants — du sabotage à la révolte — afin de prendre en main lui-même, quand l'heure en sera venue, la production du sol pour la subsistance de la collectivité toute entière et non pour le bénéfice des gros propriétaires ou pour devenir petit propriétaire lui-même. Le travail de chacun sera pour la vie de tous.

Les ouvriers de la terre doivent peser de tout leurs poids dans la seule lutte de leurs intérêts, la lutte de classe révolutionnaire.

“PLUS LOIN” va reparaître

Cette Revue qui sera dans les domaines artistique, littéraire, scientifique, social, économique, international et philosophique l'interprète de la pensée anarchiste, reparaira lorsque le montant des abonnements l'aura permis, ce qui ne saurait tarder vu les sommes déjà versées.

Conditions d'abonnement : 6 numéros, 110 fr.; 12 numéros, 220 fr.

Camarades, souscrivez pour la Revue qui portera dans le monde intellectuel l'expression de notre idéal.

Adresser tout versement à Robert Joulin, 75, rue du Potet, Paris (18^e) C.C.P. 5288-21 ainsi que toute la correspondance relative.

Bien spécifier si les sommes sont destinées à la souscription ou à l'abonnement.

PRIX DU PREMIER NUMERO : 25 FR.

Syndicalisme tient bon !

Après les résolutions du Congrès de la Somme, revenant vers un syndicalisme libéré de toute ingérence politique, voici celle des parqueteurs de la Seine protestant contre la démarcation électorale du G.C.N. sur le référendum et condamnant toute participation politique des fédérés dans la course à l'assiette au beurre. Les honnêtes politiques qui sabotent le vrai syndicalisme n'auront pas le dernier mot !

L'assemblée générale des ouvriers parqueteurs de la Seine en date du 29 janvier 1946 a voté à l'unanimité la résolution ci-dessous :

Le demande qu'à l'ordre du jour du congrès fédéral figurent les modifications relatives aux statuts. Propose à la direction fédérale de faire publier les modifications aux statuts et la motion aux syndicats pour que les assemblées syndicales puissent se prononcer démocratiquement.

1^o Election des secrétaires fédéraux et des membres de la Commission exécutive par la base, avec instauration obligatoire du bulletin secret.

Chaque candidat devant avoir une part égale de publicité.

2^o Un tiers des secrétaires fédéraux sera obligatoirement choisi parmi des camarades n'ayant jamais occupé de fonctions fédérales. Il sera exigé un minimum de cinq années dans l'organisation syndicale.

Demande que la motion suivante

soit discutée et mise aux voix au prochain congrès fédéral :

La C.G.T. doit être contre toute utilisation de ses organisations à des fins politiques ou électoralles.

Regrette que le C.C.N. de septembre ait pris position sur la question du référendum ainsi que l'abrogation des statuts relatifs au non cumul des fonctions syndicales et politiques sans avis des organisations de base.

En conséquence, demande au congrès fédéral d'avoir à se prononcer pour le respect de la charte d'unité de juillet 1935 acceptée par la C.G.T. et la C.G.T.U. ratifiée par les congrès confédéraux ainsi que l'article 3 des statuts fédéraux indiquant que nul ne pourra sol